L'appel sera lancÃ© dans les locaux du SÃ©nat belge, en prÃ©sence notamment de Chantal CompaorÃ©, PremiÃ¨re Dame du Burkina Faso, par ailleurs ambassadrice de bonne volontÃ© du ComitÃ© interafricain sur les pratiques traditionnelles et coordinatrice de la campagne internationale pour l'interdiction des MGF.

Sabine de Bethune, prÃ©sidente du SÃ©nat Belge, Isabelle Durant, vice-prÃ©sidente du Parlement europÃ©en, Emma Bonino, vice-prÃ©sidente du SÃ©nat italien, GisÃ¨le Mandaila, membre du Parlement bruxellois, Mariam Lamizana, prÃ©sidente du ComitÃ© interafricain sur les pratiques traditionnelles, entre autres personnalitÃ©s, sont Ã©galement attendues Ã cette manifestation.

"L'adoption d'une telle rÃ©solution assurerait l'expression de la volontÃ© politique au plus haut niveau et constituerait une Ã©tape essentielle vers la fin de cette violation des droits humains", rapporte le communiquÃ©.

Il ajoute que suivant la dÃ©cision de la 56eme session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies, tenue en mars 2012, demandant Ã l'assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations unies d'examiner la question des mutilations gÃ©nitales fÃ©minines lors de sa 67Ã¨me session qui aura lieu cette annÃ©e, le Groupe africain Ã l'ONU est actuellement Ã la tÃªte des efforts conduits pour la rÃ©daction de cette rÃ©solution.

"Afin de soutenir les efforts du Groupe africain visant Ã assurer l'efficacitÃ© de la rÃ©solution comme instrument tant pour les gouvernements que pour les activistes oeuvrant pour mettre fin Ã cette violation des droits humains, la Coalition pour l'interdiction des MGF a lancÃ© un appel dirigÃ© vers les Nations Unies pour une rÃ©solution qui interdise explicitement les mutilations gÃ©nitales fÃ©minines dans le monde entier", note cette source.

"Par ailleurs, cet appel demande Ã tous les Ã‰tats d'adopter et de faire appliquer une loi interdisant les mutilations gÃ©nitales fÃ©minines, et de prendre toutes les mesures nÃ©cessaires, qu'elles soient lÃ©gislatives, politiques, ou opÃ©rationnelles, visant Ã mettre un terme Ã cette pratique", poursuit le communiquÃ©.

Source: allAfrica